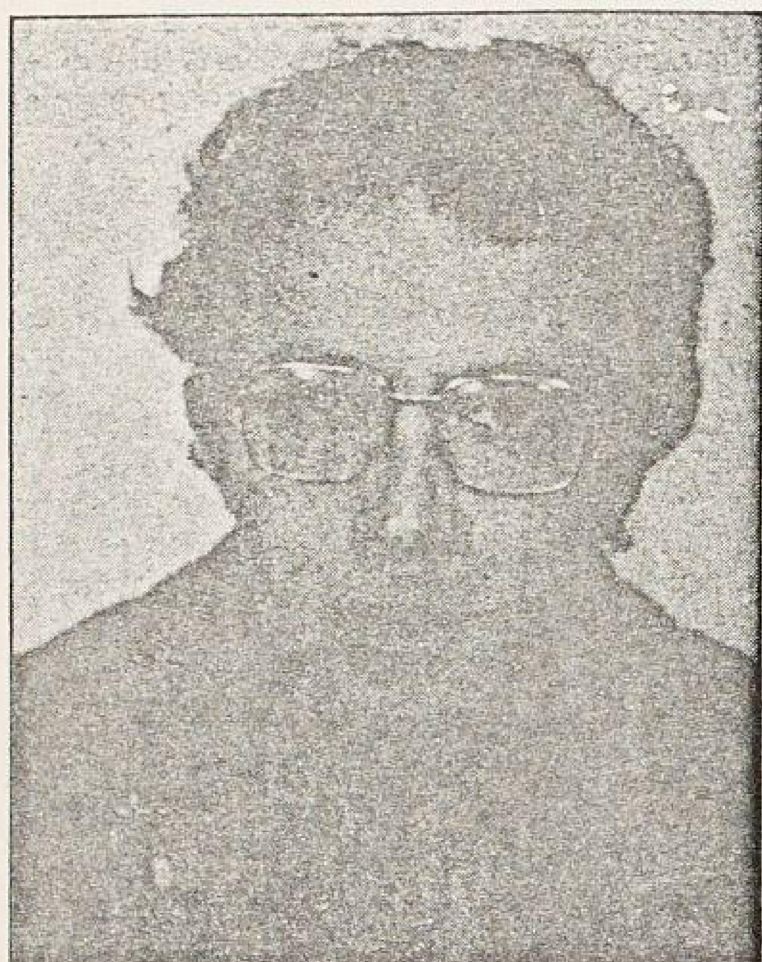


union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne

SEINE - SAINT - DENIS - 1ere circonscription

BLANCHEMANCHE Philippe

Employé

Suppléant : **JULLIEN** Jean
Monteur-câbleur



Travailleuses, Travailleurs,

Notre région subit chaque jour de plus en plus la crise du système capitaliste :

— avec son cortège de licenciements (Bliss, Ziegler, Bosch) ou de boîtes qui ont fermé.

— avec la répression contre les travailleurs en lutte : chacun de nous se souvient du *Parisien Libéré* à Saint Ouen gardé par les CRS et les chiens policiers, avenue Michelet ; et aujourd'hui c'est le syndicat fasciste CFT qui tente de s'introduire à l'Alsthom.

— avec une baisse constante du pouvoir d'achat, des conditions de travail de plus en plus pénibles (Olida, Alsthom) et des transports longs et épuisants pour ceux d'entre nous habitant à l'île Saint Denis, Pierrefitte, ou Epinay.

— avec les milliers de jeunes qui se retrouvent au chômage à la sortie de leur CET.

Les notables qui d'Epinay à Saint Ouen, aux couleurs de Giscard ou de Chirac nous disent cyniquement : «Votez pour nous, votre sort s'améliorera», cette droite qui depuis 20 ans gouverne, les travailleurs ne la veulent plus.

Nous, nous voulons en finir avec le système capitaliste et toute la misère qu'il engendre.

Témoin, les luttes importantes qui ont eu lieu chez nous, comme à l'Alsthom au printemps 77 où les travailleurs exigeaient 300 F pour tous, le 13e mois.

Quant aux élus de gauche, PS comme à Epinay ou PC dans les autres communes, que nous voyons à l'œuvre depuis des années que font-ils ?

Mobiliser les travailleurs ? Ils s'en vantent... mais ils excluent les militants les plus combatifs du syndicat comme à l'Alsthom en 75.

Oeuvrer à l'unité de la classe ouvrière ? Non ! Dans la circonscription, près de 30 % des travailleurs sont immigrés et on leur refuse à Epinay comme à Saint-Ouen de venir faire habiter leur famille avant même que Stoléru sorte ses mesures racistes.

Mettre les municipalités qu'ils dirigent au service du peuple ? Mais ne sont-ils pas responsables de cette politique d'urbanisme anti-populaire, qui nous oblige à nous entasser à la cité d'Orgemont à Epinay, qui nous laisse sans moyen de transport à l'Ile Saint Denis, ou qui nous contraint d'habiter dans des logements insalubres à Saint Ouen, alors que la mairie PCF construit des appartements de 30 millions au Garibaldien et qu'il y a plus de 1 200 logements vides à Saint Ouen ?

Développer la vie de quartier ? Ne parlons pas d'Epinay, ou de l'Ile Saint Denis, il n'y en a pas. A Saint Ouent, c'est pour l'ouverture de la MJC du «Vieux» que les jeunes luttent aujourd'hui, et, souvenons-nous, il y a plusieurs mois, parce qu'une éducatrice voulait inviter le MLAC à la MJC des Marroniers, elle était licenciée !

Et que penser de ceux, PC ou PS qui réclament à cor et à cri qu'il faut renforcer les effectifs de police ? Pour réprimer les jeunes ? Pour évacuer les usines occupées par les travailleurs ? Assez de promesses ! Ceux qui nous promettent le SMIC à 2 400 F ne le donnent même pas à tout leur personnel communal !

Ceux qui prétendent lutter contre l'auxiliariat et le travail vacataire, font traîner des années la titularisation de leurs employés communaux !

De ce que nous apporte le capitalisme, qu'il soit géré à droite ou à gauche, nous en avons fait l'expérience. Nous savons que nous ne pouvons compter que sur nos forces, celles des travailleurs, que sur nos luttes. Ces forces, nous devons les rassembler dans nos usines, dans nos quartiers, dans tout le pays.

La crise frappe tout le pays

— Un million six cent mille chômeurs aujourd'hui, et chaque jour des usines continuent de fermer.

— Nos salaires sont bloqués et les prix montent sans cesse.
— Des centaines de milliers de paysans sont chassés de leur terre.

— Notre droit à la santé et à la sécurité dans le travail se dégrade chaque jour.

— Les libertés politiques sont bafouées : travailleurs en lutte expulsés de leurs usines, militants syndicaux traduits devant les tribunaux, travailleurs immigrés assassinés ou expulsés.

Voilà le bilan de la droite, des Giscard-Barre-Chirac. Ce qu'ils veulent c'est que ça continue, Chirac cherche même à rassembler contre les luttes de demain ce qu'il y a de plus réactionnaire et de conservateur dans ce pays.

Et avec l'Union de la gauche, est-ce que ça peut changer ?

Mais d'abord, est-ce que l'Union de la gauche existe toujours ? Non ! Pendant des années, le PCF et le PS nous ont toujours dit que la solution à nos problèmes passait par le Programme Commun et l'Union de la gauche. Mais depuis plusieurs mois :

— Mitterrand et Rocard ont souhaité publiquement le succès du plan Barre, et ils sont prêts demain à gouverner avec Giscard pour faire payer la crise aux travailleurs.

— Marchais se querelle avec Mitterrand, il l'accuse de virer à droite. Bien sûr ! Mais que veut-il ? Le socialisme ? Non il l'a dit lui-même. S'il se querelle avec le PS, c'est sur le nombre des ministres, sur le nombre de PDG des entreprises nationalisées... Pourquoi ? Parce que ce que veulent les dirigeants du PCF c'est instaurer un capitalisme d'Etat du même type que celui qui sévit déjà dans l'URSS des hôpitaux psychiatriques et de la misère. Non avec la gauche ce serait toujours le capitalisme. Nous ne voulons ni de la gestion de la crise par Giscard-Mitterrand, ni du capitalisme d'État du PCF.

Pour en sortir, que propose l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne ?

Que ce soit un gouvernement de droite ou de gauche après mars 78, c'est par nos luttes et seulement par nos luttes que nous pouvons faire aboutir nos revendications. Ces luttes il faut les préparer dès maintenant, en rassemblant les forces du mouvement populaire, en nous organisant.

Nous le savons, après mars 78, quand nous lutterons, les uns nous accuserons de saboter l'économie, les autres tenteront de dénaturer nos revendications et de dévoyer nos actions au profit de leur projet capitaliste. Nous refusons de servir de masse de manœuvre aux affrontements entre les partis bourgeois de droite et de gauche. Ce qu'il faut c'est nous organiser indépendamment de ces partis, c'est jeter les bases d'un large front, capable de faire aboutir nos revendications.

Ce front permettra d'affirmer notre volonté d'en finir avec le système capitaliste, d'avancer vers le socialisme. C'est le socialisme qui permettra d'assurer le plein emploi, d'éliminer l'exploitation et la misère, qui liquidera tous les rapports colonialistes ou néocolonialistes avec le Tiers-Monde, qui assurera une indépendance véritable du pays vis-à-vis des 2 superspuissances USA et URSS qui menacent la paix en raison de leur rivalité acharnée.

Le socialisme que nous voulons, c'est celui où l'immense majorité, c'est-à-dire la classe ouvrière et avec elle les petits paysans et toutes les masses populaires, assurent réellement le pouvoir, la direction de la société.
C'est pour cela que nous vous appelons à soutenir les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne. Ces candidats sont soutenus par les communistes fidèles aux marxisme-léninisme et à la pensée Mao Tsé-toung.

Votez pour les candidats de l'Union Ouvrière et Paysanne pour la Démocratie Prolétarienne

Dans la 1ère circonscription de la Seine St-Denis

Philippe BLANCHEMANCHE

Employé. Il a soutenu activement toutes les grandes grèves de ces dernières années dans la banlieue nord de Paris. En particulier, lors de la grève de Chausson et des Câbles de Lyon, puis plus récemment à Gennevilliers et Villeneuve, il a tracé la voie de la lutte contre la capitulation et montré la possibilité d'une société réellement socialiste.

SUPPLÉANT

Jean JULLIEN. J'ai 28 ans, je travaille à l'Alsthom depuis 71 comme maître câbleur après avoir été cariste, ce grand bagne du trust d'Ambroise Roux : la CGE ; c'est contre les bas salaires, contre les mesures racistes du patronat que j'ai lutté avec les travailleurs en 1973 puis au printemps 77. Dans le syndicat je lutte pour que celui-ci soit un instrument de lutte au service des travailleurs et non pour les intérêts rivaux des partis de gauche. J'ai rejoint les rangs des marxistes-léninistes après mai 68.

Imprimerie IPCC Paris